

Empêcher le naufrage scolaire que Blanquer et le gouvernement organisent

Le 26 avril, les élèves du primaire ont fait leur rentrée. Le 3 mai, c'était au tour d'une partie des collégiens et des lycéens en demi-groupe, avec une alternance de classes en présentiel et distanciel. « *Malgré les craintes, la reprise en primaire s'est bien passée* », s'est félicité le ministre Blanquer dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* (2 mai).

Bien passée ?

- En tout cas, **pas pour les élèves qui ont été renvoyés chez eux** faute de remplaçants, et par conséquent privés d'école.
- En tout cas, **pas pour les parents qui ont dû se débrouiller pour garder** ou faire garder leurs enfants.
- En tous cas, **pas pour les élèves en situation de handicap** qui, malgré les notifications des maisons départementales des personnes handicapées, ne disposent toujours pas de l'aide d'une AESH¹.
- En tout cas, **pas pour les enseignants qui ne sont pas remplacés**.
- En tout cas, **pas pour les directeurs d'école qui doivent « gérer » les absences** des instituteurs.
- En tout cas, **pas pour les ATSEM² qui sont en nombre insuffisant**.

Et dans le secondaire ?

Les épreuves du bac de tronc commun, les E3C, et de spécialités ont été annulées et remplacées par du

contrôle continu total. Les seules épreuves sont le français en première, la philo et le grand oral en terminale, qui sont prévues en juin et juillet.

Mais comment préparer une épreuve qui n'a pas été étudiée par tous les lycéens de la même manière, voire pas du tout ? Car les épreuves terminales nationales sont communes, mais il y a inégalité des conditions de préparation.

Comme dans le premier degré, le ministre n'a pris aucune mesure pendant les quatre semaines de fermeture pour améliorer les choses. Ni sur le plan sanitaire ni sur le plan du droit à l'instruction : aucun plan massif de vaccination des personnels, aucun recrutement, aucune réquisition de locaux, aucune mesure de protection des élèves et de personnels (tests, masques, détecteurs de CO₂, etc.).

Dans de nombreux départements, les enseignants avec leurs syndicats ainsi que les parents se mobilisent contre la politique du ministre. Dans plusieurs d'entre eux, des appels ont été lancés à la grève et à manifester au ministère.

Pour sa part, le POID considère qu'il est urgent de confisquer les 560 milliards d'euros honteusement distribués aux patrons pour les affecter à l'école, pour recruter des personnels en masse, pour garantir à tous les jeunes le droit d'étudier et l'accès à un vrai travail.

C'est le sens de la manifestation nationale qu'il organise, à Paris, le 5 juin.

17 331 travailleurs et jeunes ont signé l'appel
« Dehors Macron et sa politique, et le plus tôt sera le mieux ».
Vous aussi, signez cet appel !

1. Accompagnant(e) d'élève en situation de handicap.
2. Agent territorial spécialisé des écoles maternelles.

Lisez toutes ces informations dans *La Tribune des travailleurs*.
Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.